

La Mouassassa Iqtisadia

L'année 1957 avait été celle du grand chambardement en Egypte, suite à l'échec de l'agression tripartite. Les capitaux britanniques, français et belges, dominants dans les secteurs industriels et modernes de l'économie, avaient été placés sous séquestre. Qu'allait-on en faire ? Deux thèses divisaient le groupe dirigeant des officiers libres : les « égyptianiser » c'est à dire en transférer la propriété, avec ou sans paiement réel, au grand capital égyptien privé, qui en fait avait souvent été plus associé que concurrent du capital étranger (le groupe Misr en particulier), ou bien les nationaliser pour créer un secteur public qui permettrait par son importance d'amorcer la planification d'un développement accéléré ? Finalement, Nasser penchant pour la seconde solution, celle-ci fut retenue, avec quelques concessions de forme à la première - en associant ici et là, marginalement, le privé égyptien au nouveau secteur d'Etat.

Mais comment allait-on concevoir la gestion de ces entreprises et la planification de leur développement ? Ismaïl Abdallah fut alors chargé d'une mission d'information sur le sujet. Il était connu, par les dirigeants du pays, comme économiste marxiste, et d'autant plus connu que, communiste, il avait été jeté en prison en 1954 et n'en était sorti qu'en 1956 (les *Mémoires* de Bouli fournissent tous les détails à ce sujet). Il était respecté pour son intelligence et son sens national.

Ismaïl a fait la meilleure proposition qui puisse être, à mon avis. Le danger était que la direction des entreprises nationales ne soit distribuée à des clients politiques - officiers en particulier - n'ayant que peu de comptes à rendre, dépendants formellement de différents ministères. A l'incompétence dans la gestion s'ajouterait l'émiettement du contrôle. Ismaïl proposa donc de créer une institution d'Etat autonome, sur le modèle de l'IRI italienne, une sorte de holding d'Etat qui choisirait les administrateurs des sociétés et donnerait les grandes orientations de gestion et de développement. L'institution fut créée en 1957, et appelé la Mouassassa Iqtisadia (l'Institution économique). Son Président ne pouvait être qu'un officier de l'entourage de Nasser. Fort heureusement celui qui fut choisi - Hassan Ibrahim, officier de l'Air - était le moins nocif. Peu porté au travail, mais davantage aux honneurs, il était heureux de pantoufler - bien qu'encore jeune ! - sans tenter de se mêler des affaires de l'institution. La direction effective de celle-ci était confiée à un directeur général - Sedki Soliman - ingénieur de formation. Gros travailleur, bien organisé, il avait de bonnes qualités pour la fonction. Il devait d'ailleurs en donner la preuve plus tard en qualité de Ministre du Haut Barrage, dont il dirigea les travaux - pharaoniques - avec exactitude et sans corruption. Mais Sedki Soliman avait aussi ses limites, c'était un vrai technocrate, sans culture économique autre que pragmatique, et surtout sans vision politique - patriote nationaliste populiste mais rien de plus.

Ismaïl, qui avait conçu le projet, fut nommé directeur, chargé d'orienter les décisions économiques de l'institution. Communiste, il ne pouvait être placé plus haut. Mais c'était déjà bien. Doté d'une forte personnalité, capable d'argumenter, il pouvait - et devait pendant l'année 1958 où il exerça ses fonctions - influencer réellement sur les décisions principales. Ismaïl cherchait donc une équipe pour l'y aider et avait évidemment pensé à moi dès le départ. C'est ainsi qu'il me fit interviewer et recruter par Sedki Soliman.

La Mouassassa n'était pas une bureaucratie gigantesque. Il fallait éviter ce défaut, bien égyptien. Elle s'installa donc au dernier étage de la Banque d'Alexandrie - ex Barclays Bank nationalisée - rue Kasr el Nil, au centre de la ville. Une distance que j'aurais pu faire à pied de mon domicile de Bab el Louk ; mais je prenais toujours ma grosse et vieille Ford noire.

La petite équipe qui occupait le bureau attenant à celui d'Ismaïl était composée de cinq personnes dont, outre moi même, Sobhi el Etrebi (qui a terminé sa carrière en sous secrétaire d'Etat) et Yousry Ali Moustapha, qui avait fait son doctorat d'économie en même temps que moi, et est devenu beaucoup plus tard, dans le gouvernement Sadate - Atef Sedki, ministre de l'Economie (je l'ai revu dans son bureau prestigieux de la rue Adli dans les années 1980).

Nous étions collectivement chargés de faire deux choses. D'une part préparer un « bulletin hebdomadaire » (Nashra) qui, en proposant des analyses des problèmes des entreprises, de leur gestion et de leur développement souhaité, en présentant les décisions et en les discutant, aurait avant tout une fonction éducatrice pour les cadres égyptiens, souvent sans expérience dans ces domaines nouveaux pour eux jusque là. D'autre part évidemment étudier plus en profondeur les problèmes de l'économie des secteurs intéressés par nos entreprises. Je m'attachais plus particulièrement à cette seconde série de tâches tandis que Sobhi assurait l'essentiel de la rédaction du Bulletin.

A la Mouassassa je m'occupais donc de différents dossiers et, étant dans le service de la recherche, décidais d'analyser de près chacun des grands secteurs de l'économie moderne égyptienne - coton et textiles, industries alimentaires, matériaux de construction, chimie, mines, sidérurgie et mécanique, banques et assurances, transports etc... - de retracer leur histoire, d'analyser leur problèmes et de voir quelles pourraient être les perspectives de leur développement. J'ai laissé sur place cette masse de dossiers qui pourra servir à ceux des étudiants intéressés par le passé du pays et l'expérience nassérienne. J'étudiais aussi le dossier du Haut Barrage et je peux témoigner ici que bien des problèmes apparus par la suite, lorsque le barrage a été mis en fonction, que les terres nouvelles ont été conquises sur les sables (mais pas drainées suffisamment comme prévu, faute de moyens), étaient parfaitement connus des excellents techniciens égyptiens qui avaient travaillé à ce projet gigantesque

sans lequel, il faut le dire, l’Egypte - avec ses 50 millions d’habitants - n’aurait pas pu faire face comme elle l’a fait, sans problèmes, à la sécheresse qui a frappé le continent africain dans les années suivantes. Le discours mis à la mode par les Américains jaloux que le refus de la Banque Mondiale de financer le projet (la banque avait reçu favorablement le projet mais croyait pouvoir imposer à l’Egypte à cette occasion des conditions purement politiques - pas d’armes tchèques !) n’ait pas porté de fruits (la construction avec l’aide soviétique a coûté beaucoup moins cher que ne le prévoyait le plan antérieur de la Banque), discours malheureux repris à la légère par de nombreux écologistes de notre époque, ignore que l’eau est en Egypte le facteur sans lequel la vie est simplement impossible.

Mes fonctions m’amenaient à suivre de près la manière dont le nouveau secteur public était géré, à suivre les discussions et les décisions des conseils d’administration des entreprises. J’y ai beaucoup appris. Je voyais concrètement comment se constituait la « nouvelle classe », comment les intérêts privés de beaucoup de ces messieurs (il n’y avait que peu de dames dans le lot) commandaient trop de décisions, comment les représentants des travailleurs (une innovation du nassérisme, excellente dans le principe) étaient marginalisés, dupés... ou achetés.

Durant toute l’année 1958 Ismaïl assumait la direction de ces travaux avec beaucoup d’habileté. Il en fallait. Car la bureaucratie de l’Etat égyptien, toujours pharaonique, était traversée de toutes sortes de contradictions et de conflits, les uns, nobles, traduisant des visions politiques différentes, les autres, plus vulgaires, le heurt d’intérêts d’individus et de clans. En gros il y avait quatre centres de décision qui se disputaient plus qu’ils ne se partageaient l’orientation du développement du pays : la Mouassassa, le Ministère de la Planification, le Ministère des Finances dont dépendait la Banque Centrale, la Banque industrielle.

On ne pouvait pas, à la Mouassassa, se contenter de gérer le secteur public au jour le jour. On était donc contraint de planifier son développement. Mais n’était-ce pas là la tâche que le nouveau Ministère du Plan aurait dû assumer ? Or il ne l’assumait pas. Ses techniciens, souvent individuellement des personnes de qualité, - comme Nazih Deif, mon interlocuteur, l’était - avaient été mis (ou s’étaient mis d’eux mêmes) sur les rails de la « modélisation » de la croissance. Je ne suis pas hostile par principe à l’usage de modèles bien sûr. Il en faut pour tester la cohérence des politiques sectorielles et partielles. Mais le modèle doit venir après, non avant. Après que le contenu social et politique des objectifs ait été défini. Les technocrates croient souvent pouvoir fuir la responsabilité politique par l’illusion que les modèles permettent de faire des choix dont la rationalité pourrait être supra politique, supra sociale. Charles Prou, qui travaillait à Paris au SEEF, le brain trust du Plan français, dirigé par

Claude Gruson, venu en mission au Caire, partageait mon point de vue. Ensemble nous avons tenté de convaincre Deif, en vain. Le Plan donc ne nous gênait pas, mais il était une référence inutile.

Il restait que le développement du secteur public contrôlé par la Mouassassa avait besoin de moyens financiers. Or ici nous nous heurtions à l'obstacle de la dualité des visions des Finances et de la Banque industrielle. Le Ministère des Finances, institution aussi ancienne que l'Égypte, avait des habitudes qu'il était pratiquement impossible de lui faire changer. Le Trésor avait toujours financé l'irrigation et, depuis le XIXe siècle, les chemins de fer, puis, depuis la crise des années 1930 qui avait menacé de faillite trop de grands propriétaires fonciers, le Crédit Foncier qui avait pris le relais des banques auprès desquelles ces propriétaires s'étaient endettés, enfin, depuis la guerre, le Crédit agricole (qui faisait les avances de campagne aux petits exploitants) et un certain nombre de caisses - dispersées - qui géraient des fonds de compensation, chaque fois créées ad hoc, pour limiter les dégâts de l'inflation. Dans tous ces domaines impossible de faire sortir le Trésor de ses habitudes, gérées par des services séparés sans communication entre eux, entraînant pas mal de gaspillages ou d'absurdités. De plus le Trésor n'avait jamais pensé financer l'industrie qui, au demeurant ne le lui avait jamais demandé, se contentant d'asseoir sa rentabilité par la protection tarifaire et l'octroi des marchés publics, renforçant la position monopoliste des entreprises.

La Banque centrale, dont les fonctions étaient assumées alors par la National Bank tout juste nationalisée, était - nature oblige - conservatrice au maximum. Chargé d'assurer la stabilité de la monnaie (c'est déjà pas si mal - elle le faisait bien) mais rien à faire pour aller au delà.

J'étudiais donc ce fatras des finances publiques égyptiennes - passionnant travail qui m'a amené plus tard à savoir lire vite dans les fatras non moins désordonnés des comptes du Trésor au Mali, au Ghana (du temps de Rawlings), au Congo (du temps de Noumazalaye), et à Madagascar (du temps de Ratsiraka). J'y avais découvert qu'il y avait un compte riche de moyens inemployés, celui des Wakfs publics (biens de main morte) nationalisés récemment (les Wakfs privés avaient été abrogés par le régime républicain). Pourquoi ne pas mobiliser ces moyens pour l'industrialisation ? Echech de nos propositions (Ismaïl avait défendu le dossier) pour une raison simple : c'était l'armée qui tapait dans ces caisses ! pas exclusivement pour acheter des armes, également pour construire des logements pour les officiers.

Il ne restait plus que la banque industrielle, création du régime, contrôlée en principe par le nouveau Ministère de l'industrie (indépendant des Finances). Notre fidèle ami, communiste lui aussi, Hassan Abdel Razek, était l'économiste en chef de la Banque. Nous discussions souvent de tel ou tel

projet, nous parvenions souvent à la même conclusion - pas toujours, mais c'est normal - mais nous n'étions pas capables de faire donner une suite à nos propositions. Au Ministère de l'industrie, qui détenait la décision en dernier ressort, des « clans » (shilal en égyptien, terme bien connu de tous ceux qui savent ce que sont les habitudes ancestrales de la gestion du pays) - d'officiers et d'autres, plus ou moins corrompus, peu compétents ou têtus pour une raison quelconque - faisaient la pluie et le beau temps. C'était eux qui « planifiaient » la réalité, en vérité dans le désordre total qui est le contraire du concept même de planification.

Je raconte un peu dans le détail toute cette histoire parce que je constate que les livres qui parlent de l'époque ne le font pas. Ils substituent à la réalité un discours abstrait et général sur la planification de l'époque nassérienne, comme si celle-ci avait été la mise en oeuvre raisonnée des déclarations publiques et des textes la concernant. Comme si donc son « échec » tenait à son principe théorique !

L'année 1958 et plus encore 1959, furent dures. Comme je le dirai plus loin, la lune de miel entre les communistes et le régime, à la suite de la nationalisation de Suez en 1956, fut de courte durée. Les critiques adressées par les communistes à l'endroit de la vision bureaucratique antidémocratique de l'unité égypto-syrienne n'étaient pas acceptées. Le 1er janvier 1959 la police arrêtait par milliers les communistes. J'échappais à cette première liste, mais Ismaïl en était. Nous n'avions donc plus de directeur, le poste resta vacant au moins toute l'année 1959. Je n'avais d'ailleurs plus « le coeur à l'ouvrage » comme on dit, mais je décidais de ne pas chômer. Je poursuivais donc avec la même intensité mes recherches et mes études pour ma propre meilleure connaissance de la réalité économique égyptienne. *L'Égypte nassérienne*, publié un peu plus tard (en 1963) sous le pseudonyme de Hassan Riad (mon nom de clandestinité) doit beaucoup de sa matière à celle que je réunissais alors. Je portais un jugement sévère à l'égard du nassérisme, sur lequel je reviendrai.